

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 8 AVRIL 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION N° 24/225 AVENANT A LA CONVENTION DE MAITRISE D'OUVRAGE PARTAGEE AVEC LA VILLE DE SIX-FOURS-LES-PLAGES - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Nathalie BICAIS, M. Arnaud LATIL.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/225

BUREAU DU 8 AVRIL 2024

**O B J E T : AVENANT A LA CONVENTION DE MAITRISE
D'OUVRAGE PARTAGEE AVEC LA VILLE DE SIX-
FOURS-LES-PLAGES - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L5217-2 I,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26/12/2017 portant création de la Métropole,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la convention de maîtrise d'ouvrage partagée confiée par la Métropole à la commune de SIX-FOURS-LES-PLAGES pour l'opération d'aménagement de la partie Sud de la plage de Bonnegrâce et l'extension du port de la Méditerranée entérinée par décision n°18/1083 du Bureau Métropolitain du 17/12/2018,

VU le projet d'avenant joint,

CONSIDERANT que la Métropole a confié la maîtrise d'ouvrage des travaux de compétence métropolitaine à la commune afin d'assurer leur cohérence et conserver une bonne coordination,

CONSIDERANT que le titulaire du lot 1 « Infrastructure, voirie réseaux divers » le groupement Eiffage Travaux Maritimes et Fluviaux /VINCI Construction Terrassement (devenu TERRELIAN) a formé un mémoire en réclamation compte tenu de difficultés rencontrées en cours d'exécution des travaux (phénomène de réensablement, agitation du plan d'eau, pandémie de COVID, découverte de matériaux non inertes à évacuer ...),

CONSIDERANT qu'une négociation conduite par la commune pour compte a débouché sur un protocole transactionnel pour indemniser le groupement pour les préjudices supportés,

CONSIDERANT qu'il convient de modifier les conditions financières initiales prévues dans la convention afin d'établir et solder le remboursement des sommes exposées par la commune pour le compte de la Métropole dans le cadre du dit protocole,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'APPROUVER l'état des dépenses supportées par la commune pour le compte de la Métropole.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer l'avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage partagée.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2024, opération 80000.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 8 avril 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0

**AVENANT A LA CONVENTION DE MAITRISE
D'OUVRAGE PARTAGEE AVEC LA VILLE DE SIX
FOURS**

ENTRE :

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
Sise 107, Avenue Henri Fabre, CS 30 536, 83041 TOULON CEDEX 9

Prise en la personne de son Président, **Monsieur Jean-Pierre GIRAN**, dûment habilité par
une délibération du bureau métropolitain N° en date du

Ci-après dénommée « la Métropole » ou « TPM »

D'une part,

ET

La Commune de SIX FOURS LES PLAGES représentée par son maire en exercice,
Monsieur Jean-Sébastien VIALATTE dûment habilité à cet effet par une délibération du
Conseil Municipal N° 16482 en date du 23/11/2023.

Ci-après dénommée « la Commune »,

D'autre part

IL EST PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIIT :

L'opération d'aménagement de la partie sud de la plage de Bonnegrâce et l'extension du Port Méditerranée, d'un montant initial de 6 763 742, 79 € HT ou TTC, a été mise en œuvre par la Commune de SIX FOURS LES PLAGES en 2017 avec une date d'achèvement prévue en 2019.

Compte tenu du transfert de compétences à la Métropole en 2018, une partie des travaux sont devenus d'intérêt métropolitain.

Afin d'assurer la cohérence des travaux et conserver leur bonne coordination, la Métropole a confié la maîtrise d'ouvrage de ces derniers à la Commune par une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage signée le 22 janvier 2019, adoptée par décision du Bureau N°18/1083 du 17 Décembre 2018.

La prise en charge des travaux réalisés pour le compte de TPM était fixée, hors révision de prix des marchés, à :

- 890 000 € HT pour les travaux du brise lame
- 422 000 € HT pour les travaux de la promenade
- 300 000 € au titre de la quote-part évaluée à 18,5 % pour le marché de maîtrise d'œuvre.

La tranche 1 de l'opération de travaux comprenait 6 lots.

Le Titulaire du lot 1 « Infrastructure voirie réseaux divers », le groupement Eiffage travaux maritimes et fluviaux/VINCI construction terrassement (devenu TERRELIAN depuis le 1^{er} juillet 2023) représenté par la société Eiffage travaux maritimes et fluviaux, son mandataire a formé, le 10 Février 2023, un mémoire en réclamation consécutif aux difficultés rencontrées en cours d'exécution des travaux :

- phénomène de réensablement récurrent du port et de son chenal d'accès,
- agitation du plan d'eau,
- pandémie de COVID, retards de réalisation des travaux des autres lots impactant le lot 1,
- découverte de matériaux non inertes à évacuer...

Une négociation s'est ouverte donnant lieu à un accord transactionnel.

Un protocole a été signé par la Commune afin d'indemniser le titulaire pour tous les préjudices subis sur les postes exprimés par délibération du conseil municipal n° 16482 du 23/11/2023 à hauteur de 1 535 941,02 €.

La Commune a effectué l'avance des sommes exposées pour le compte de la Métropole, il convient aujourd'hui par le biais d'un avenant à la convention de régulariser la situation et le solde des sommes à rembourser à la commune au titre de la délégation de maîtrise d'ouvrage.

Ceci rappelé, il a donc été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent avenant a pour objet de modifier les dispositions financières initialement prévues et de solder le remboursement des sommes exposées par la commune pour le compte de la Métropole.

ARTICLE 2 : INCIDENCES FINANCIERES

Les coûts de travaux étaient indiqués à titre prévisionnel hors révision de prix.

Compte tenu des sujétions techniques imprévues et de la quote-part de travaux réalisés pour le compte de TPM, l'article 6 de la convention est modifié comme suit :

Le montant du décompte final hors révision de prix pour la part de travaux au titre :

- du brise lame est arrêté à 821 605,33 € HT (985 926,28 € TTC), soit un surcoût de 63 658,86 € HT (76 390,64 € TTC);
- de l'aménagement paysager et de la Promenade est arrêté à 454 939,29 € HT (545 927,15 € TTC), soit un surcoût de 21 997,57 € HT (26 397,09 € TTC).

A cela s'ajoute la participation forfaitaire de TPM évaluée à 18% correspondant à la quote part de travaux réalisée par la commune pour le compte de TPM, du montant de l'indemnité versée au titulaire du lot 1 par la commune soit **292 181,58 € net** (18 % du montant total de 1 535 941,02 €).

ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT DES SOMMES DUES

Les sommes exposées au titre des travaux réalisés ayant été réglées soit 1 190 888,19 € HT (757 946,47 HT + 432 941,72 € HT) ; reste à rembourser la Commune du montant de la participation de TPM au titre de la signature du protocole.

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE s'engage à régler la somme restant due au titre des dépenses exposées par la Commune tel que prévues au protocole soit un total de **394 969,31 €** (102 787,73 € pour les travaux et 292 181, 58 € pour l'indemnité), dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent.

ARTICLE 4 : PRISE D'EFFET

Le présent prend effet dès sa signature, sa transmission au représentant de l'Etat et sa notification.

ARTICLE 5 : ANNEXES

- Délibération N° 16482 en date du 23/11/2023 approuvant le protocole transactionnel relatif au marché N°17048
- Etat des dépenses supportées par la Commune pour le compte de la Métropole

Les annexes font partie intégrante du présent.

Fait à Toulon, le

Pour la Commune de SIX FOURS

Le Maire

Jean-Sébastien VIALATTE

**Pour la Métropole TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE**

Le Président

Jean-Pierre GIRAN



DEPARTEMENT DU VAR

REPUBLIQUE FRANCAISE



COMMUNE DE SIX-FOURS-LES-PLAGES

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

MAIRIE DE
SIX-FOURS-LES-PLAGES

-0-0-0-

MEMBRES EN EXERCICE : 39		
QUORUM : 20		
Présents : 33 Exprimés : 35		
Pour	Contre	Abstention(s)
30	5	4

Séance du 23 novembre 2023

Objet : PROTOCOLE TRANSACTIONNEL RELATIF AU MARCHE N°17 048 ayant pour objet l'aménagement de la partie sud de bonnegrace et de l'extension du Port mediterrannee - lot 1 infrastructure et voirie reseaux divers

N° 16482

Le vingt trois novembre deux mille vingt trois à 17h00, le CONSEIL MUNICIPAL de SIX-FOURS-LES-PLAGES, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Jean-Sébastien VIALATTE, Député honoraire, Maire,.

Etaient Présents : Monsieur Jean-Sébastien VIALATTE, Madame Agnès ROSTAGNO, Monsieur Joseph MULE, Docteur Stéphanie GUILLAUME, Maître Jérémy VIDAL, Maître Sandra KUNTZ, Monsieur Patrick PEREZ, Madame Delphine QUIN, Monsieur Thierry MAS SAINT GUIRAL, Madame Fabiola CASAGRANDE, Monsieur André MERCHEYER, Madame Linda SCHELL, Docteur Guy **MARGUERITTE**, Madame Florence ANDRIEUX, Monsieur Hervé FABRE, Monsieur Franck COURIOL, Madame Nadine ESPINASSE, Monsieur Joël TONELLI, Madame Béatrice BROTONS, Docteur Bruno ROURE, Madame Christiane GIORDANO, Monsieur Jean-Luc BENVENUTTO, Madame Afida LEGHEDDAR, Madame Dominique ANTONINI, Madame Stéphanie CASSAR, Monsieur Grégory LO MONACO, Madame Viviane THIRY, Madame Mauricette FAURIE, Madame Maric-Christine CALABRESE, Monsieur Gilles BALDACCHINO, Monsieur Dominique NEMETH, Maître Philippe COMANI, Madame Françoise BERGEOT-PENNACCHIO.

Procurations : Madame Aurélie CHAMOUX à Monsieur Franck COURIOL, Monsieur Denis PERRIER à Madame Dominique ANTONINI, Monsieur Jean-Philippe PASTOR à Madame Béatrice BROTONS, Madame Emilie PERAIRA à Monsieur Gilles BALDACCHINO, Monsieur Alain TRILLAT à Madame Mauricette FAURIE, Monsieur Didier GARCIA à Madame Françoise BERGEOT-PENNACCHIO.

Absents :

Excusés :

Secrétaire de la Séance : Madame ANTONINI Dominique

Clôture de la Séance : 18h30

Identifiant n° : 083-218301299-20231123-lmc152123A-DE-1-1

Date de télétransmission au contrôle de légalité : 27 novembre 2023

**PROTOCOLE TRANSACTIONNEL RELATIF AU MARCHÉ N°17 048 AYANT POUR
OBJET L'AMENAGEMENT DE LA PARTIE SUD DE BONNEGRACE ET DE
L'EXTENSION DU PORT MEDITERRANEE - LOT 1 INFRASTRUCTURE ET
VOIRIE RESEAUX DIVERS**

Le marché n°17 048 a pour objet l'AMENAGEMENT DE LA PARTIE SUD DE BONNEGRACE ET DE L'EXTENSION DU PORT DE LA MEDITERRANEE - **LOT 1 : INFRASTRUCTURE - VOIRIE RESEAUX DIVERS**, lot principal de l'opération.

Cette phase de travaux consistait en un réaménagement d'une partie du terre plein et une extension du port Méditerranée. La finalisation de l'aménagement urbain de la partie Sud de la plage de Bonnegrâce était également incluse.

Le projet consistait en :

- L'extension de la capacité d'accueil du Port Méditerranée passant de 46 postes actuellement à **71 postes** à terme dont 10 postes pour des bateaux de 8m, 60 postes pour des bateaux de 6m et 1 d'attente (soit 25 places de plus),
- La création d'une **digue de type mixte** composée d'un caisson en béton armé associé à un talus en enrochement permettant ainsi un gain de place et une limitation des phénomènes de réflexion.
- L'aménagement du **musoir du terre plein existant**.
- La création d'un **mur chasse-mer** le long du terre plein afin de limiter les franchissements.
- La **création de nouveaux quais** béton.
- La réalisation d'une digue **brise-lames** positionnée dans l'axe du chenal d'entrée. Cet ouvrage protégeant l'entrée du port et des submersions marines du terre plein relevant de la compétence GEMAPI de la Métropole Toulon Provence Méditerranée
- La **création d'aménagements à terre** : capitainerie, locaux destinés aux activités portuaires, équipements sanitaires, locaux de stockage de matériel ainsi qu'une zone de parking
- Le projet prévoyait également de **démanteler les digues** actuellement en place
 - Retrait complet de la digue protégeant la cale de mise à l'eau (ouvrage provisoire) et de la digue séparant les deux plans d'eau (contre-jetée du port actuel).
 - Retrait partiel de la digue ouest du port actuel, la partie immergée du musoir existant restant en place, afin de respecter la distance minimale de 5 m des herbiers de posidonies et de cymodocées.
- Dragage afin d'assurer un tirant d'eau de 1m
- Travaux de réaménagement urbain d'accompagnement de type promenade (voirie, piste cyclable, cheminement piétons, éclairage public, espaces verts...) relevant des compétences de la Métropole TPM (voirie-déplacement) .

Le marché a été signé en date du 16 octobre 2017. La Commune a notifié par OS N° 99, le 3 novembre 2022, ledit marché à la Société EIFFAGE Travaux Maritimes et Fluviaux, mandataire du groupement EIFFAGE Travaux Maritimes et Fluviaux/ VINCI Construction Terrassement (**devenu TERELIAN depuis le 1er juillet 2023**).

Les travaux décrits ci-dessus étaient prévus pour une durée de 31 mois (y compris période de préparation fixée à 5 mois) et pour un montant de 6 486 915,79 € HT soit 7 784 298,95 € TTC. Cette période tenait compte des périodes d'arrêt de chantier obligatoires, de juin à septembre inclus (périodes estivales).

Identifiant n° : 083-218301299-20231123-1mc152123A-DE-1-1

Date de télétransmission au contrôle de légalité : 27 novembre 2023

La date de démarrage des travaux avait été fixée au 8 décembre 2017.

Tout au long du déroulement du chantier, le TITULAIRE a fait part des difficultés qu'il a rencontrées, parmi lesquelles :

- Un phénomène de réensablement récurrent du port et de son chenal d'accès,
- Une agitation du plan d'eau dépassant fréquemment les critères réputés normalement prévisibles définis au marché,
- La pandémie de la COVID-19, survenue en pleine période de travaux de la saison 3,
- Un retard pris dans la réalisation de travaux d'autres marchés, impactant le délai de réalisation de ses propres travaux,
- La découverte de matériaux non inertes, à évacuer en décharge extérieure,...

La réception a été notifiée, avec réserves, le 14 novembre 2022, en retenant comme date d'achèvement des travaux le 28 mai 2021. Les réserves ont été levées par procès-verbaux dressés le 21 décembre 2022 et le 1er septembre 2023.

En application des dispositions des articles 13.3.1 et 13.3.1 du CCAG Travaux dans sa version applicable au marché, le titulaire a alors transmis simultanément au représentant du pouvoir adjudicateur et au Maître d'Œuvre son Projet de Décompte Final (cf. respectivement courrier réf. MDU/MDA-2023-02-10/02 du 10 février 2023 et courrier réf. MDU/MDA-2023-02-10/01 du 10 février 2023).

En l'absence de notification du Décompte Général dans les délais prévus au marché, le titulaire a alors transmis au représentant du pouvoir adjudicateur, par courrier réf. MDU/MDA-2023-03-15/1 daté du 15 mars 2023 (avec copie au Maître d'Œuvre), son Projet de Décompte Général au sens de l'article 13.4.4 du CCAG Travaux.

Le titulaire, ne pouvant accepter certaines des quantités retenues par le Maître d'Ouvrage dans ce décompte général, contestant l'application des pénalités, et entendant maintenir ses demandes de règlement complémentaire, a retourné au représentant du pouvoir adjudicateur, en application des dispositions des articles 13.4.3 et 50.1.1 du CCAG Travaux, ce Décompte Général signé avec réserves, en l'accompagnant d'un mémoire en réclamation compte tenu du différend ainsi matérialisé.

Une copie de cet envoi (courrier au Maître d'Ouvrage daté du 18 avril 2023 + décompte général signé avec réserves + mémoire en réclamation – hors annexes, et bordereau de remise en main propre daté du 24 avril 2023) est jointe en annexe au projet de protocole.

Par courrier daté du 16 mai 2023, le représentant du pouvoir adjudicateur a rejeté la réclamation du titulaire : le règlement définitif du différend relevant alors des procédures fixées aux articles 50.3 à 50.6 du CCAG Travaux applicable au marché. Le titulaire réclamait alors un montant Total de 12 765 020,86 €

Les Parties se sont alors rencontrées afin de régler entre elles tout litige né ou à naître relatif au marché ci-avant référencé sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours à un tribunal en ce qui concerne la réclamation du titulaire, ni même de poursuivre les procédures judiciaires déjà en cours.

A l'issue des négociations (réunions du 21 juin 2023, du 31 juillet 2023, du 16 octobre 2023 ...), des concessions réciproques ont été déterminées au sein du présent accord transactionnel, en application des articles 2044 et suivants du Code civil, pour mettre un terme amiable aux différends qui les opposaient.

Aux termes des échanges sus évoqués et selon une logique de concessions **réciproques**, les parties ont admis que :

D'une part, le **Maître d'Ouvrage accepte d'indemniser le titulaire** des préjudices qu'il a subis correspondant aux postes exprimés dans le mémoire en réclamation. L'ensemble de ces postes

Identifiant n° : 083-218301299-20231123-lmc152123A-DE-1-1

Date de télétransmission au contrôle de légalité : 27 novembre 2023

correspond à un montant d'indemnisation de **1 535 941,02 €** (pas de TVA applicable sur montant indemnitaire).

Par ailleurs, le **Maître d'Ouvrage accepte d'annuler les pénalités de retard, d'un montant total de 87 290,00 €** (y compris révision), notifiées par les ordres de service n° 59 et n° 68 (reçus respectivement les 2 juin et 15 septembre 2021) et appliquées notamment dans le cadre du Décompte Général notifié le 24 mars 2023. Le Maître D'Ouvrage accepte donc de renoncer également au bénéfice des titres de recettes – et donc de les annuler – qu'il avait émis à ce titre à l'encontre de VINCI Construction Terrassement le 31 juillet 2021 (30 450 €) et d'EIFFAGE TRAVAUX MARITIMES ET FLUVIAUX le 5 novembre 2021 (56 840 €).

Enfin, le **Maître d'Ouvrage accepte d'annuler les pénalités d'un montant de 2 500 000 €** qu'il avait appliquées pour non remise de documents dans son Décompte Général notifié le 24 mars 2023.

D'autre part, compte tenu des concessions consenties par le Maître D'ouvrage, le montant total des demandes exprimées dans son mémoire en réclamation auquel **le Titulaire accepte de renoncer** s'établit à :

Chapitre B – Quantités	35 534,40 €
Chapitre D-1 – Erreurs matérielles	50 449,88 €
Chapitre E – Demandes de Règlement Complémentaire	2 953 703,28 €
Chapitre F – Révision de prix	164 259,34 €
Chapitre C – Annulation de pénalités	2 587 290,00 €
Total =	5 791 236,90 €

Enfin, le **titulaire accepte de se désister d'une part des procédures judiciaires** pendantes à ce jour devant le Tribunal Administratif de Toulon, et **d'autre part de sa saisine du CCRA de Marseille**, récapitulées au projet de protocole.

Une fois signé des deux parties, le présent protocole transactionnel vaut également Décompte Général et Définitif au sens de l'article 13.4 du CCAG Travaux dans sa version applicable au marché.

Ainsi, le montant du Décompte Général et Définitif s'établit à :

Le montant **TOTAL DES TRAVAUX, HORS RÉVISION** de prix, a ainsi été porté de 6 486 915,79 € HT à **6 784 848,82 € HT** au regard des quantités réellement exécutées

Le **MONTANT DE LA RÉVISION** de prix acceptée s'élève à **279 210,16 € HT**.

Le montant **TOTAL DES TRAVAUX** du marché (**révision incluse**) est donc porté à la somme de 7 064 058,98 € HT soit **8 476 870,78 € TTC**

Le **MONTANT INDEMNITAIRE ACCORDÉ** dans le cadre du protocole s'élève à **1 535 941,02 € NET** (non soumis à TVA).

Le **montant du DECOMPTE GENERAL ET DEFINITIF** du contrat s'élève donc à la somme de **10 012 811,80 € NET** (révision et TVA incluse sur travaux réalisés, indemnité accordée)

POUR MEMOIRE, le montant résultant de l'accord transactionnel s'établit :

Montant HT TRAVAUX :	7 064 058,98 €
Montant NET INDEMNITÉS :	<u>1 535 941,02 €</u>
Soit un MONTANT TOTAL	8 600 000,00 €

Considérant que le montant total déjà réglé au groupement titulaire, à la date d'établissement du présent protocole, correspond à celui de l'Etat d'Acompte N° 34, notifié le 15 septembre 2021 par l'Ordre de Service n° 68 (soit : 7 622 439,97 € TTC), le **SOLDE à payer** s'établit alors à : 10 012 811,80 € NET – 7 622 439,97 € NET = **2 390 371,83 € NET**.

Le titulaire percevra donc la somme de 2 390 371, 83 € NET pour solde de tout compte, réparti ainsi qu'il suit :

Eiffage Travaux Maritimes Et Fluviaux : 654 499,09 € NET

Dont part des sous traitants : sous traitant EGIS : **18 118,45 € NET**

sous traitant SADE : **129 799,82 € NET**

sous traitant EIFFAGE ROUTE : **85 260,39 € NET**

Terélian (EX Vinci Construction Terrassement) : 1 735 872,74 € NET

Les parties ont donc décidé de régler à l'amiable et sous la forme d'une transaction en application des articles 2044 et suivants du Code Civil le litige les opposant, relatif au marché n°10-106 portant sur l'exécution et le règlement du marché de **L'AMENAGEMENT DE LA PARTIE SUD DE BONNEGRACE ET DE L'EXTENSION DU PORT DE LA MEDITERRANEE LOT 1 : INFRASTRUCTURE - VOIRIE RESEAUX DIVERS**

Les dépenses inhérentes au protocole seront prévues sur les budgets Ville et Port .

Par ailleurs, pour mémoire, par délibération N° 15416 en date du 12 décembre 2018, il a été autorisé la signature d'une convention de maîtrise d'ouvrage partagée entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Commune pour l'opération d'Aménagement de la Partie Sud de la plage de Bonnegrace et de l'extension du port de la Méditerranée.

Cette convention présentait principalement la participation financière de la Métropole dans le cadre des travaux relevant des compétences transférées (travaux de la digue- brise lame et travaux de la promenade) La participation définitive sera donc déterminée au coût réel de l'opération en lien avec les compétences transférées, telle qu'elle résulte de la convention de 2018 et de l'avenant à intervenir relatif à la répartition qui en est la conséquence (cf annexe 5 au projet de protocole).

Il est proposé au Conseil Municipal d'accepter les termes du protocole transactionnel devant intervenir avec le groupement d'entreprises conjointes EIFFAGE Travaux Maritimes et Fluviaux/ VINCI Construction Terrassement devenu Térélian et d'autoriser Monsieur le Maire à signer ce protocole transactionnel.

Vu l'avis exprimé par les commissions

FINANCES ET ADMINISTRATION GENERALE

APRÈS DEBAT

LE CONSEIL MUNICIPAL DELIBERANT À LA MAJORITÉ DES VOIX

5 contre : Madame FAURIE + Procuration Monsieur TRILLAT, Monsieur BALDACCHINO + Procuration Madame PERAIRA, Madame CALABRESE.

4 abstentions : Monsieur NEMETH, Maître COMANI, Madame BERGEOT-PENNACCHIO + Procuration Monsieur GARCIA.

DECIDE

D'APPROUVER

les termes du protocole transactionnel entre la Commune de SIX FOURS LES PLAGES et le groupement conjoint EIFFAGE Travaux Maritimes et Fluviaux/ VINCI Construction Terrassement (devenu TERELIAN depuis le 1er juillet 2023)

Identifiant n° : 083-218301299-20231123-1mc152123A-DE-1-1

Date de télétransmission au contrôle de légalité : 27 novembre 2023

D'AUTORISER

Monsieur LE MAIRE à signer ce protocole

DE DIRE

que ces dépenses sont prévues sur le budget principal de la ville et celui des ports, avec une participation de la Métropole, résultant de la convention de Maîtrise d'Ouvrage partagée conclue entre la Métropole TPM et la Commune et de l'avenant à intervenir comme évoqué ci-avant. Le tableau de répartition sur les budgets de la commune est le suivant :

Montant indemnitaire **1 623 231,02 € NET .**

Indemnité transactionnelle 1 535 941,02 € NET

	EIFFAGE	TERELIAN
Budget principal compte 65888	193 876,42 € NET	727 688,19 € NET
Budget des ports compte 6718	129 250,95 € NET	485 125,46 € NET
Annulation des pénalités	87 290 € NET.	
	EIFFAGE	TERELIAN
Budget principal compte 65888	34 104 € NET	18 270 € NET
Budget des ports compte 6718	22 736 € NET	12 180 € NET

Solde travaux **767 140,81 € Toutes taxes Comprises (TTC)**

	EIFFAGE	TERELIAN
Budget principal compte 2314	164 719,03 € TTC	275 565,45 € TTC
Budget Ports compte 2314	109 812,69 € TTC	197 043,64 € TTC

D'AUTORISER

Monsieur LE MAIRE à signer l'avenant à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Partagée entre la Metropole TPM et la Commune de Six Fours Les Plages pour cette opération, établi en ce sens

AINSI FAIT ET DELIBERE A SIX-FOURS-LES-PLAGES, LES JOUR, MOIS, ET AN QUE DESSUS.



Jean-Sébastien VIALATTE
Maire de Six-Fours-Les-Plages
Vice-Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Identifiant n° : 083-218301299-20231123-1mc152123A-DE-1-1

Date de télétransmission au contrôle de légalité : 27 novembre 2023



Madame ANTONINI Dominique
Secrétaire de la séance

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

Entre les soussignés :

1) Le groupement d'entreprises conjointes constitué par :

La société **EIFFAGE TRAVAUX MARITIMES ET FLUVIAUX**, mandataire du groupement,

Société par Actions Simplifiées au capital de 2 142 130 €, immatriculée au RCS de Versailles sous le numéro 484 771 845, dont le siège social est au : 3-7 place de l'Europe 78140 VELIZY VILLACOUBLAY,

Etablissement secondaire concerné : Etablissement SUD – Rue Alfred Kastler – Bât C Parc Tertiaire Valgora – 83160 LA VALETTE DU VAR,
Représentée par Monsieur Mickaël DUPONT, Directeur d'Agence, dûment habilité à cet effet,

Et

La société VINCI Construction Terrassement, devenue **Terélian** le 1^{er} juillet 2023 (cf. extrait K-bis en [Annexe 1](#)), Société par Actions Simplifiée au capital de 81 700 410 €, inscrite au RCS de Nanterre sous le numéro 410 335 855, dont le siège est situé au : 12-14, rue Louis Blériot – 92500 RUEIL MALMAISON,

Etablissement secondaire concerné : Agence Provence – 410, rue Serpentine – CS20010 – 13510 EGUILLES,

Représenté par Monsieur Julien RENE, agissant en qualité de Directeur d'activité, dûment habilité à cet effet,

Ci-après dénommé « le GROUPEMENT » ou « le TITULAIRE »,

D'une première part,

Et

2) La VILLE DE SIX-FOURS-LES-PLAGES, Maître d'Ouvrage du marché n° 17.048, Hôtel de Ville – BP 97 – 83183 SIX-FOURS-LES-PLAGES,
Représentée par Monsieur le Maire de la Ville de Six-Fours-les-Plages (représentant du pouvoir adjudicateur), dûment habilité à cet effet.

Ci-après dénommé « le MAÎTRE D'OUVRAGE »,

D'une seconde part,

Ci-après **dénommés** ensemble « Les Parties ».

Vu les articles 2044 et suivants du code civil,

Vu la circulaire interministérielle en date du 7 septembre 2009, relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique,

Vu la circulaire du premier ministre en date du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits,

PREAMBULE

Par le marché n° 17.048 notifié le 3 novembre 2017, la Ville de SIX-FOURS-LES-PLAGES a confié au groupement d'entreprises constitué de EIFFAGE TRAVAUX MARITIMES ET FLUVIAUX (mandataire) et VINCI Construction Terrassement, devenue Terélian le 1^{er} juillet 2023, la réalisation – sur le territoire de sa commune – des travaux d'extension du Port Méditerranée et de finalisation de l'aménagement urbain de la plage de Bonnegrâce.

Ces travaux, d'un montant initialement établi à 6 486 915,79 d'euros HT, consistaient principalement en la réalisation de dragage de matériaux (port et chenal d'accès), de construction de digues (enrochements) et de quais, et la création d'aménagements à terre (capitainerie, locaux divers, piste cyclable, mobilier urbain ...). Ils devaient se réaliser sur une période de 31 mois (5 mois de préparation + 26 mois de travaux) en respectant des périodes d'arrêt de chantier obligatoires, de juin à septembre inclus (période estivale). La date de démarrage a été notifiée au 8 décembre 2017.

Tout au long du déroulement du chantier, le TITULAIRE a fait part des difficultés qu'il a rencontrées, parmi lesquelles on peut citer :

- Un phénomène de réensablement récurrent du port et de son chenal d'accès,
- Une agitation du plan d'eau dépassant fréquemment les critères réputés normalement prévisibles définis au marché,
- La pandémie de la COVID-19, survenue en pleine période de travaux de la saison 3,
- Un retard pris dans la réalisation de travaux d'autres marchés, impactant le délai de réalisation de ses propres travaux,
- La découverte de matériaux non inertes, à évacuer en **décharge** extérieure, ...

La réception a été notifiée, avec réserves, le 14 novembre 2022, en retenant comme date d'achèvement des travaux le 28 mai 2021 (cette réception avait été dans un premier temps, malgré la proposition favorable du Maître d'Œuvre, refusée par le MAÎTRE D'OUVRAGE le 24 juin 2021). Les réserves ont été levées par procès-verbaux dressés le 21 décembre 2022 et le 1^{er} septembre 2023.

En application des dispositions des articles 13.3.1 et 13.3.1 du CCAG Travaux dans sa version applicable au marché, le TITULAIRE a alors transmis simultanément au représentant du pouvoir adjudicateur et au Maître d'Œuvre son Projet de Décompte Final (cf. respectivement courrier réf. MDU/MDA-2023-02-10/02 du 10 février 2023 et courrier réf. MDU/MDA-2023-02-10/01 du 10 février 2023).

En l'absence de notification du Décompte Général dans les délais prévus au marché, le TITULAIRE a alors transmis au représentant du pouvoir adjudicateur – par courrier

réf. MDU/MDA-2023-03-15/1 daté du 15 mars 2023 (avec copie au Maître d'Œuvre)
– son Projet de Décompte Général au sens de l'article 13.4.4 du CCAG Travaux.

Par courrier réf. JSV/JMF/FR/N° 013 daté du 22 mars 2023 et reçu le 24 mars 2023 (copie en [Annexe 2](#)), le représentant du pouvoir adjudicateur a notifié le **Décompte Général**, intégrant le Décompte Final rectifié, au sens de l'article 13.4 du CCAG Travaux.

Le TITULAIRE, ne pouvant accepter certaines des quantités retenues par le MAÎTRE D'OUVRAGE dans ce Décompte Général, contestant l'application de pénalités, et entendant maintenir ses demandes de règlement complémentaire, a retourné au représentant du pouvoir adjudicateur – en application des dispositions des articles 13.4.3 et 50.1.1 du CCAG Travaux - ce Décompte général signé avec réserves, en l'accompagnant d'un mémoire en réclamation compte tenu du différend ainsi matérialisé.

Une copie de cet envoi (courrier au MAÎTRE D'OUVRAGE daté du 18 avril 2023 + décompte général signé avec réserves + mémoire en réclamation – hors annexes, et bordereau de remise en main propre daté du 24 avril 2023) est jointe en [Annexe 3](#).

Le tableau ci-après permet de comparer les positions respectives du MAÎTRE D'OUVRAGE (Décompte Général) et du TITULAIRE (Projet de Décompte Final, Mémoire en réclamation) :

	PROJET DE DÉCOMPTÉ FINAL du titulaire en € - HT	DÉCOMPTÉ GÉNÉRAL du Maître d'Ouvrage en € - HT	(ECARTS =) MÉMOIRE EN RÉCLAMATION du titulaire en € - HT
Application prix BPU aux quantités exécutées	6 371 253,14 €	6 435 298,96 €	63 045,82 €
Application PN notifiés aux quantités exécutées	215 543,89 €	349 549,86 €	134 006,00 €
sous-total =	6 586 797,03 €	6 784 848,82 €	198 051,79 €
Demandes de Règlement Complémentaire	5 450 718,26 €	0 €	5 450 718,26 €
Pénalités retard / délai	0 €	87 290,00 €	87 290,00 €
Pénalités retard remise documents	0 €	2 500 000,00 €	2 500 000,00 €
Révision de prix	143 463,50 €	279 210,16 €	135 746,66 €
TOTAL =	12 765 020,86 €	4 476 768,98 €	8 288 251,88 €

Par courrier daté du 16 mai 2023, le représentant du pouvoir adjudicateur a rejeté la réclamation du TITULAIRE : le règlement définitif du différend relève alors des procédures fixées aux articles 50.3 à 50.6 du CCAG Travaux applicable au marché.

Notons enfin que cette affaire a fait l'objet, à l'initiative du TITULAIRE :

- D'une requête en référé-expertise auprès du Tribunal administratif de Toulon du cotraitant VINCI Construction Terrassement le 16 décembre 2019, ayant principalement pour thème la présence de matériaux pollués et leur évacuation en décharge ; cette requête a été rejetée par une décision du tribunal le 3

novembre 2021, qui a fait l'objet par VINCI Construction Terrassement d'une requête d'instance en appel auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 19 novembre 2021 ; cet appel a été rejeté par l'ordonnance du 1^{er} février 2022 de la Cour Administrative de Marseille ;

- D'une requête en référé-expertise le 24 août 2021, en vue d'obtenir la réception du marché, requête dont les sociétés membres du groupement se sont finalement désistées, à la suite de la réception notifiée le 14 novembre 2022 ;
- D'une requête au fond, auprès du Tribunal administratif de Toulon, déposée le 3 septembre 2021, visant à demander l'annulation de la décision du MAÎTRE D'OUVRAGE de refuser la réception des travaux, et de prononcer cette-dernière ; compte tenu du fait que la réception a finalement été notifiée le 14 novembre 2021, le Tribunal administratif – par ordonnance du 14 février 2023 – a conclu qu'« il n'y a pas lieu de statuer », mettant ainsi fin à cette procédure ;
- D'une requête en référé suspension le 3 septembre 2021, puis d'une requête au fond le même jour, auprès du Tribunal administratif de Toulon, demandant l'annulation du titre de recettes émis par le maire de la commune de SIX-FOURS-LES-PLAGES le 31 juillet 2021 à l'encontre de VINCI Construction Terrassement, correspondant à des pénalités de retard d'un montant de 30 450 € ;
- D'une requête au fond auprès du Tribunal administratif de Toulon le 6 janvier 2022, demandant l'annulation du titre de recettes émis par le maire de la commune de SIX-FOURS-LES-PLAGES le 5 novembre 2021 à l'encontre d'EIFPAGE TRAVAUX MARITIMES ET FLUVIAUX, correspondant à des pénalités de retard d'un montant de 56 840 € ;
- D'une saisine par le TITULAIRE, le 18 juillet 2023, du Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics (CCRA) de Marseille, dont l'objet porte sur le mémoire en réclamation du TITULAIRE.

Les Parties se sont alors rencontrées afin de régler entre elles tout litige né ou à naître relatif au marché ci-avant référencé sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours à un tribunal en ce qui concerne la réclamation du TITULAIRE, ni même de poursuivre les procédures judiciaires déjà en cours.

A l'issue des négociations (réunions du 21 juin 2023, du 31 juillet 2023, du 16 octobre 2023 ...), des concessions réciproques ont été déterminées au sein du présent accord transactionnel, en application des articles 2044 et suivants du Code civil, pour mettre un terme amiable aux différends qui les opposaient.

Le présent préambule fait partie intégrante du Protocole d'accord transactionnel.

ARTICLE 1 OBJET DU PRÉSENT PROTOCOLE

Le présent protocole transactionnel a pour objet, dans le cadre de concessions réciproques, de clôturer définitivement les litiges portant sur le décompte **général** du

marché et les différentes procédures judiciaires en cours, notamment en fixant le montant des indemnités dus par le MAÎTRE D'OUVRAGE au TITULAIRE, et de prévenir tout litige né ou à naître au titre de l'exécution du marché n° 17.048 portant sur la réalisation des travaux d'extension du Port Méditerranée et de finalisation de l'aménagement urbain de la plage de Bonnegrâce.

La présente transaction ne vaut en aucun cas, reconnaissance par l'une ou l'autre des parties, du bien-fondé des demandes formulées dans le cadre du différend qui les opposait.

ARTICLE 2 : CONCESSIONS DES PARTIES

A l'issue des négociations, des concessions réciproques ont été déterminées au sein du présent accord transactionnel, pour mettre un terme amiable aux différends qui les opposaient.

Pour une meilleure compréhension des sujets et des montants énoncés ci-après, on pourra se référer au mémoire en réclamation du TITULAIRE dont une copie est jointe en [Annexe 3](#) déjà citée.

Aux termes des échanges sus évoqués et selon une logique de concessions réciproques, les parties ont admis que :

• Pour le MAÎTRE D'OUVRAGE

Le MAÎTRE D'OUVRAGE accepte d'indemniser le TITULAIRE des préjudices qu'il a subis correspondant aux postes suivants, exprimés dans le mémoire en réclamation (cf. [Annexe 3](#) déjà citée) :

- une partie des surcoûts induits par l'agitation non normalement prévisible du plan d'eau, pour un montant de : 374 154,91 € (Chapitre E-5.1.2 du mémoire en réclamation),
- une partie des surcoûts liés aux journées d'intempéries supplémentaires, pour un montant de : 38 717,05 € (Chapitre E-5.1.3 du mémoire en réclamation),
- une partie des surcoûts en lien avec l'évacuation de matériaux en décharge extérieure (dont notamment l'évacuation en décharge agréée de classe II, à l'exclusion des frais généraux), pour un montant de : 241 976,73 € (Chapitre E-5.2 du mémoire en réclamation),
- la totalité des surcoûts liés à la pandémie de la COVID-19, à l'exclusion des frais généraux demandés par le TITULAIRE, pour un montant de : 221 082,37 € (Chapitre E-5.3),
- une partie des surcoûts correspondant à l'évacuation en décharge des matériaux issus des travaux de dragage complémentaire (désensablement non prescrit initialement), pour un montant de : 164 015,65 € (Chapitre E-5.4.1 du mémoire en réclamation),

- la totalité des surcoûts relatifs à l'arrêt de chantier causée par le passage de la course cycliste du Tour de Provence, à l'exclusion des frais généraux demandés par le TITULAIRE, pour un montant de : 2 120,25 € (Chapitre E-5.9 du mémoire en réclamation)
- une partie des surcoûts correspondant aux demandes du sous-traitant EGIS PORTS, pour un montant de : 5 140,00 € (Chapitre E-5.11 du mémoire en réclamation),
- une partie des surcoûts correspondant aux demandes du sous-traitant SADE, pour un montant de : 12 850,00 € (Chapitre E-5.12 du mémoire en réclamation),
- une partie des surcoûts correspondant aux demandes du sous-traitant EIFFAGE ROUTE, pour un montant de : 7 915,60 € (Chapitre E-5.13 du mémoire en réclamation),
- la totalité des surcoûts en lien avec l'allongement de la durée d'exécution, à l'exclusion des frais généraux demandés par le titulaire, pour un montant de : 467 968,46 € (Chapitre E-5.14 du mémoire en réclamation).

L'ensemble de ces postes correspond à une indemnisation du TITULAIRE par le MAÎTRE D'OUVRAGE de :

1 535 941,02 € (pas de TVA applicable sur montant indemnitaire)

Un tableau récapitulatif de ces montants est joint en Annexe 4.

Le MAÎTRE D'OUVRAGE accepte d'annuler les pénalités de retard, d'un montant total de 87 290,00 € (y compris révision), notifiées par les ordres de service n° 59 et n° 68 (reçus respectivement les 2 juin et 15 septembre 2021) et appliquées notamment dans le cadre du Décompte Général notifié le 24 mars 2023. Le MAÎTRE D'OUVRAGE accepte donc de renoncer également au bénéfice des titres de recettes – et donc de les annuler – qu'il avait émis à ce titre à l'encontre de VINCI Construction Terrassement le 31 juillet 2021 (30 450 €) et d'EIFFAGE TRAVAUX MARITIMES ET FLUVIAUX le 5 novembre 2021 (56 840 €).

Enfin, le MAÎTRE D'OUVRAGE accepte d'annuler les pénalités d'un montant de 2 500 000,00 € qu'il avait appliquées dans son Décompte Général notifié le 24 mars 2023.

• Pour le TITULAIRE

Compte tenu des concessions consenties par le MAÎTRE D'OUVRAGE, le TITULAIRE conserve ainsi à sa charge :

- la demande, exprimée au Chapitre B de son **mémoire** en réclamation, portant sur les quantités à appliquer aux prix unitaires n° 3103, 3104 et 4302, soit : 35 534,40 €,
- la demande, exprimée au Chapitre D-1 de son mémoire en réclamation, portant sur la correction d'une erreur **matérielle** identifiée sur le Décompte Général notifié par le MAÎTRE D'OUVRAGE, soit : 50 449,88 €,

- la totalité des surcoûts qu'elle a supportés concernant les remplacements supplémentaires de la barrière anti-MES et la mise en place d'un rideau à bulles, soit : 306 559,00 € (Chapitre E-5.1.1 du mémoire en réclamation),
- la totalité des surcoûts (par rapport à la rémunération au titre du marché) relatifs aux travaux de **désensablement** du port et de son chenal d'accès, soit : 230 648,00 € (Chapitres E-5.4.2 et E-5.4.3 du mémoire en réclamation),
- la totalité des surcoûts en lien avec la réalisation d'une dalle béton à l'arrière du Quai Est, soit : 48 000,00 € (Chapitre E-5.5 du mémoire en réclamation),
- la totalité des surcoûts en lien avec la réalisation de déblais en petite masse, soit : 3 930,00 € (Chapitre E-5.6 du mémoire en réclamation),
- la totalité des surcoûts en lien avec le remplacement de la buse d'avivement, soit : 131 650,00 € (Chapitre E-5.7 du mémoire en réclamation),
- la totalité des surcoûts en lien avec le **remblaiement** de la rampe PMR au Mur Est, soit : 7 680,00 € (Chapitre E-5.8 du mémoire en réclamation),
- la totalité des surcoûts en lien avec la reprise des enrochements imposée par la maîtrise d'œuvre (immobilisation de moyens et reprise de travaux), soit : 192 855,00 € (Chapitre E-5.10 du mémoire en réclamation),
- Une partie des surcoûts induits par l'agitation non normalement prévisible du plan d'eau, soit : 331 845,09 € (Chapitre E-5.1.2 du mémoire en réclamation),
- Une partie des surcoûts liés aux journées d'intempéries supplémentaires, soit : 51 672,95 € (Chapitre E-5.1.3 du mémoire en réclamation),
- Une partie des surcoûts en lien avec l'évacuation de matériaux en décharge extérieure (dont notamment l'évacuation en décharge agréée de classe III+), soit : 595 046,20 € (Chapitre E-5.2 du mémoire en réclamation),
- Une partie des surcoûts correspondant à l'évacuation en décharge des matériaux issus des travaux de dragage complémentaire (désensablement non prescrit initialement), soit : 349 033,88 € (Chapitre E-5.4.1 du mémoire en réclamation),
- Une partie des surcoûts correspondant aux demandes du sous-traitant EGIS PORTS, soit : 44 655,00 € (Chapitre E-5.11 du mémoire en réclamation),
- Une partie des surcoûts correspondant aux demandes du sous-traitant SADE, soit : 336 870,81 € (Chapitre E-5.12 du mémoire en réclamation),
- Une partie des surcoûts correspondant aux demandes du sous-traitant EIFFAGE ROUTE, soit : 207 613,95 € (Chapitre E-5.13 du mémoire en réclamation),
- 36 990,43 € correspondant aux frais généraux de la demande relative à la pandémie de la COVID-19 (Chapitre E-5.3 du **mémoire** en réclamation),
- 354,75 € correspondant aux frais généraux de la demande relative à l'arrêt de chantier causée par le passage de la course cycliste du Tour de Provence (Chapitre E-5.9 du mémoire en réclamation),

- 78 298,22 € correspondant aux frais généraux des demandes **relatives** à l'allongement de la durée d'exécution (Chapitre E-5.14 du mémoire en réclamation).
- et d'une façon plus générale : la totalité des frais généraux inclus dans l'ensemble de ses demandes figurant au mémoire en réclamation.

Un tableau récapitulatif de ces montants est joint en Annexe 4.

En ce qui concerne la révision des prix (Chapitre F du mémoire en réclamation) :

Le TITULAIRE accepte de renoncer à sa demande, d'un montant de 35 065,90 € HT, de prise en compte d'une révision de prix spécifique pour les travaux rémunérés par le prix n° PNP TS32 pour les travaux de désensablement 2022.

Dans la mesure où les montants accordés par le Maître d'Ouvrage consistent en des indemnités visant à réparer les préjudices subis, la demande du TITULAIRE d'un montant de 125 710,04 € portant sur la révision de prix des sujets objet du Chapitre E de sa réclamation n'a plus lieu d'être ; le TITULAIRE accepte donc d'y renoncer.

Seule subsiste donc la révision de prix (sur travaux rémunérés par les prix du BPU et les prix nouveaux notifiés) telle que notifiée par le MAÎTRE D'OUVRAGE dans le Décompte Général, soit : 279 210,16 € HT, le TITULAIRE acceptant de renoncer à : 3 483,40 € correspondant à l'écart entre le montant de la révision déterminée par le TITULAIRE dans sa réclamation et le montant retenu ci-avant.

En ce qui concerne l'annulation des pénalités :

Le MAÎTRE D'OUVRAGE ayant accepté de renoncer à l'application des pénalités d'un montant total de 2 587 290,00 € qu'il avait retenues dans son décompte général notifié au TITULAIRE, ce-dernier accepte de renoncer aux demandes correspondantes, exprimées au Chapitre C de son mémoire en réclamation, pour un **montant** de 2 587 290,00 €.

Ainsi, et compte tenu de ce qui précède, le montant total des demandes exprimées dans son mémoire en réclamation auquel le TITULAIRE accepte de renoncer s'établit à :

Chapitre B – Quantités	35 534,40 €
Chapitre D-1 – Erreurs matérielles	50 449,88 €
Chapitre E - Demandes de Règlement Complémentaire	2 953 703,28 €
Chapitre F – Révision de prix	164 259,34 €
Chapitre C – Annulation de pénalités	2 587 290,00 €

Total = **5 791 236,90 €**
(cf. Annexe 4 déjà citée)

Enfin, le TITULAIRE accepte de se désister d'une part des procédures judiciaires pendantes à ce jour devant le Tribunal Administratif de Toulon, et d'autre part de sa saisine du CCRA de Marseille, récapitulées au Préambule du présent protocole.

ARTICLE 3 : MODALITES DE REGLEMENT – DECOMPTE GENERAL ET DEFINITIF

A l'issue des concessions réciproques opérées par les Parties ci-dessus exposées, la **synthèse** des montants indemnitaires accordés par le MAÎTRE D'OUVRAGE au TITULAIRE s'établit comme suit (cf. tableau récapitulatif détaillé en **Annexe 4** déjà citée) :

Chap. du mémoire en réclamation	Sujet	Demande du TITULAIRE (mémoire en réclamation)	Décompte Général notifié par le MAÎTRE D'OUVRAGE	Montant accordé par le MAÎTRE D'OUVRAGE (présent protocole)
E-5.1	L'agitation du plan d'eau	1 102 949,00 €	- €	412 871,96 €
E-5.2	L'évacuation des matériaux en décharge extérieure	837 022,93 €	- €	241 976,73 €
E-5.3	La pandémie de la COVID-19	258 072,80 €	- €	221 082,37 €
E-5.4	Le phénomène de réensablement	743 697,53 €	- €	164 015,65 €
E-5.5	La réalisation d'une dalle béton à l'arrière du Quai Est	48 000,00 €	- €	- €
E-5.6	La réalisation de déblais en petite masse	3 930,00 €	- €	- €
E-5.7	Le remplacement de la buse d'arrosage	131 650,00 €	- €	- €
E-5.8	Le remblaiement de la rampe PNR au Mur Est	1 680,00 €	- €	- €
E-5.9	L'arrêt de chantier causé par le passage du Tour de Provence	2 475,00 €	- €	2 120,25 €
E-5.10	La reprise des enrochements imposée par le Maître d'Œuvre	192 855,00 €	- €	- €
E-5.11	Les demandes du sous-traitant EGIS PORTS	49 795,00 €	- €	5 140,00 €
E-5.12	Les demandes du sous-traitant SACE	349 720,31 €	- €	11 850,00 €
E-5.13	Les demandes du sous-traitant EFFAGE ROUTE	215 529,55 €	- €	7 915,00 €
E-5.14	L'allongement de la durée d'exécution	546 266,68 €	- €	467 968,46 €
	TOTAL =	4 489 644,30 €	- €	1 535 941,02 €

Le montant total des indemnités accordées par le MAÎTRE D'OUVRAGE s'établit à :

1 535 941,02 €

(un million cinq cent trente-cinq mille neuf cent quarante-et-un Euros deux centimes – pas de TVA applicable sur montant indemnitaire)

Une fois signé des deux parties, le présent protocole transactionnel vaut également décompte général et définitif au sens de l'article 13.4 du CCAG Travaux dans sa version applicable au marché.

Ainsi, le montant du Décompte Général et Définitif s'établit ainsi qu'il suit :

Montant des travaux en application des prix unitaires et des prix nouveaux notifiés aux quantités réellement exécutées (hors révision) : 6 784 848,82 € HT

Révision de prix correspondante : 279 210,16 € HT

Total HT = 7 064 058,98 € HT

TVA = 1 412 811,80 €

Total TTC = 8 476 870,78 € TTC

Montant indemnitaire accordé dans le cadre du présent protocole : 1 535 941,02 €

Total du DECOMPTE GENERAL ET DEFINITIF = 10 012 811,80 € net

Pour mémoire, le montant résultant de l'accord transactionnel s'établit à :

Montant HT Travaux :	7 064 058,98 €
Montant indemnitaire :	1 535 941,02 €
Soit un total de : 8 600 000,00 €	

Les éléments du Décompte Général et Définitif (y compris calcul de la révision de prix, état du solde, et récapitulation des acomptes mensuels et du solde) sont joints en Annexe 5.

Considérant que le montant total déjà payé au TITULAIRE – à la date d'établissement du présent protocole - correspond à celui de l'Etat d'Acompte N° 34, notifié le 15 septembre 2021 par l'Ordre de Service n° 68 (soit : 7 622 439,97 € Net), le SOLDE à payer s'établit alors à :

10 012 811,80 € Net – 7 622 439,97 € Net =

2 390 371,83 € Net, dont la répartition est :

EIFPAGE TRAVAUX MARITIMES ET FLUVIAUX :	654 499,09 € net
Terélian :	1 735 872,74 € net

Ces montants peuvent être détaillés comme suit :

Pour le cotraitant EIFPAGE TRAVAUX MARITIMES ET FLUVIAUX :

Quote-part SOLDE Travaux HT :	228 776,44 € HT
TVA	45 755,28 €
Quote-part SOLDE Travaux TTC :	274 531,72 € TTC
Quote-part annulations pénalités de retard :	56 840,00 €
Quote-part montant indemnitaire :	323 127,37 €

TOTAL quote-part cotraitant ETMF du SOLDE à payer : 654 499,09 € net

<u>DONT :</u>	sous-traitant EGIS PORTS :	18 118,45 € net
	sous-traitant SADE :	129 799,82 € net
	sous-traitant EIFPAGE ROUTE :	85 260,39 € net

Pour le cotraitant Terélian :

Quote-part SOLDE Travaux HT :	410 507,58 € HT
TVA	82 101,51 €
Quote-part SOLDE Travaux TTC :	492 609,09 € TTC
Quote-part annulations pénalités de retard :	30 450,00 €
Quote-part montant indemnitaire :	1 212 813,65 €

TOTAL quote-part cotraitant Terélian du SOLDE à payer : 1 735 872,74 € net

(pas de solde à payer aux sous-traitants)

Le détail du calcul du SOLDE à payer (total et quote-part de chaque cotraitant) est fourni en Annexe 5 déjà citée.

Ces montants seront réglés par le MAÎTRE D'OUVRAGE aux entreprises membres du GROUPEMENT dans un délai de 30 jours à compter de la date de signature du présent protocole.

Par la présente, l'acceptation du montant du Décompte Général et Définitif (soit : **10 012 811,80 € net**, incluant les indemnités accordées, soit : 1 535 941,02 € et correspondant à un solde à payer de : 2 390 371,83 € net), lie définitivement les parties.

Les cotraitants EIFFAGE TRAVAUX MARITIMES ET FLUVIAUX et Terélian déclarent faire leur affaire du paiement de leurs sous-traitants pour ce qui concerne les indemnisations traitées par la présente transaction.

ARTICLE 4 : RENONCIATION A TOUT RECOURS - PORTEE DE LA TRANSACTION

En contrepartie de l'entière exécution des droits et obligations prévus au présent Protocole, les Parties renoncent à toute contestation, action, instance et recours qu'elles pourraient exercer l'une contre l'autre à l'occasion du présent litige et de ses conséquences directes et indirectes.

Elles s'engagent à se désister, à compter de la signature du présent Protocole, de toutes les instances ou actions déjà engagées au titre du présent litige.

Le TITULAIRE s'engage tout particulièrement à se désister des procédures judiciaires pendantes à ce jour devant le Tribunal Administratif de Toulon et de sa saisine du CCRA de Marseille, récapitulées au Préambule du présent protocole.

Les Parties sont alors réputées entièrement **remplies** de leurs droits.

Il est expressément convenu entre les Parties que le présent accord vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil. En conséquence, il a l'autorité de la chose jugée en dernier ressort et ne peut être **attaqué** pour cause d'erreur de droit ou de lésion au regard de l'article 2052 du Code civil. Le présent Protocole est donc un document irrévocable et définitif.

Les Parties déclarent avoir disposé de tout le temps nécessaire pour l'étude, la négociation et la signature de la transaction. Elles s'engagent à l'exécuter de bonne foi.

Chacune des Parties gardera à sa charge les frais et honoraires qu'elle a exposés au titre du différend et de l'établissement du présent **Protocole**.

ARTICLE 5 : CONFIDENTIALITE

Les Parties s'obligent à garder confidentiel le contenu du présent Protocole ainsi que la teneur des négociations transactionnelles, sauf en cas de demandes des autorités compétentes dûment habilitées en vertu de dispositions légales ou réglementaires impératives.

Les Parties s'engagent à ne pas diffuser d'informations nuisibles, ni à entreprendre d'action, qui porteraient atteinte à la bonne exécution du présent Protocole.

ARTICLE 6 : VALIDITE DES PRESENTES

Il est convenu entre les Parties :

- que les concessions consenties par le TITULAIRE dans le cadre de la négociation transactionnelle ne seront valables qu'en cas d'acceptation pure et simple de l'ensemble de ses termes par le MAÎTRE D'OUVRAGE qui ne pourra en aucun cas se prévaloir des pourparlers engagés en cas de refus de signature du présent Protocole,
- et de la même manière, que les concessions consenties par le MAÎTRE D'OUVRAGE dans le cadre de la négociation transactionnelle ne seront valables qu'en cas d'acceptation pure et simple de l'ensemble de ses termes par le TITULAIRE qui ne pourra en aucun cas se prévaloir des pourparlers engagés en cas de refus de signature du présent Protocole.

ARTICLE 7 : DROIT APPLICABLE – PRISE D'EFFET

Les Parties conviennent que le présent Protocole est soumis à la Loi française.

Le présent protocole prend effet à la signature par les deux parties.

La présente convention est établie en quatre exemplaires originaux :

- les deux premiers pour le TITULAIRE (un par cotraitant),
- les deux autres pour le MAÎTRE D'OUVRAGE.

ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né ou à naître à l'occasion de l'interprétation et/ou de l'exécution du présent protocole transactionnel sera soumis au Tribunal Administratif de TOULON.

ARTICLE 9 : ANNEXES

- Annexe 1 : Extrait K-bis Terélian
- Annexe 2 : courrier du Maître d'Ouvrage réf. JSV/JMF/FR/N° 013 daté du 22 mars 2023 adressé au titulaire : notification du Décompte Général, incluant le Décompte Final rectifié
- Annexe 3 : courrier du titulaire réf. MDU/MDA-2023-04-18/1 daté du 18 avril 2023 adressé au Maître d'Ouvrage + Décompte Général signé avec réserves + mémoire en réclamation (hors annexes)
- Annexe 4 : tableau récapitulatif du montant du protocole
- Annexe 5 : éléments du Décompte Général et Définitif

(signatures précédées de la mention manuscrite :
« Lu et approuvé – Bon pour transaction et renonciation à recours »)

Pour le TITULAIRE :

EIFFAGE TRAVAUX MARITIMES ET FLUVIAUX

Date : 12/12/2023

Nom : Michael Dupont

Qualité : Directeur d'Activité

Visa :

Terélian

Date : 20/11/2023

Nom : Jean RENE

Qualité : directeur d'activité

Visa :



EIFFAGE TRAVAUX MARITIMES ET FLUVIAUX
Société par Actions Simplifiée
au capital de 100 000 000 €
Siège social : 13510 Eguilles
Tél : 04 43 28 23 59

TERÉLIAN
Agence Provence
410 rue Serpentine
13510 EGUILLES
04 43 28 23 59

Pour le MAÎTRE D'OUVRAGE :

VILLE DE SIX-FOURS-LES-PLAGES

Date :

Nom : 12 DEC. 2023

Qualité :

Visa :

Jean-Sébastien VIALATTE

Député de la Région

Maire de Six-Fours-les-Plages

Vice-Maire

Toulon



Signature of Jean-Sébastien VIALATTE

Accusé de réception en préfecture
083-218301299-20231214-prolocdeM17046-CC
Date de télétransmission : 14/12/2023
Date de réception préfecture : 14/12/2023

ETAT DES DEPENSES RESTANT A PAYER DUES PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

MARCHE N°17048 - AMENAGEMENT DE LA PARTIE SUD DE BONNEGRACE ET EXTENSION DU PORT DE LA MEDITERRANEE

N°PRIX AVEC COMPETENCES TPM	MONTANT DECOMPTE FINAL HT	RESTE A PAYER	PART TPM 13 (Travaux du Brise-Lame)	PART TPM 08 (Aménagement Paysager- Promenade)	TOTAL HT
1101 - Installations générales et rempliment de chantier	789 741,00 €	157 948,19 €	23 692,23 €	7 897,41 €	31 589,64 €
1102 - Implantation et levés topographiques et bathymétriques	52 755,00 €	15 826,48 €	2 373,97 €	791,32 €	3 165,30 €
1114 - Signalisation et jalonnement provisoire de chantier	2 713,00 €	813,90 €	122,09 €	40,70 €	162,78 €
1304 - Etat des lieux et constats d'huissier	4 931,00 €	3 451,69 €	517,75 €	172,58 €	690,34 €
1103 - Etudes et plans d'exécution	242 044,00 €	72 613,20 €	10 891,98 €	3 630,66 €	14 522,64 €
1104 - Reconnaissances géotechniques complémentaires	30 559,00 €	9 167,68 €	1 375,15 €	458,38 €	1 833,54 €
1105 - Études et conception/exécution de type G3	36 599,00 €	7 319,80 €	1 097,97 €	365,99 €	1 463,96 €
1107 - Établissement	15 774,00 €	4 732,20 €	709,83 €	236,61 €	946,44 €


du PPSPS et du PAQ					
1108 - Plan Assurance Environnement (PAE) et Plan de Gestion des Déchets (PGD)	4 114,00 €	1 234,23 €	185,13 €	61,71 €	246,85 €
1110 - Etablissement du DOE	26 419,00 €	26 419,00 €	3 962,85 €	1 320,95 €	5 283,80 €
1111 - Essais et contrôle des matériaux mis en œuvre	77 418,00 €	11 612,70 €	1 741,91 €	580,64 €	2 322,54 €
1112 - Contrôle des eaux	39 644,68 €	289,95 €	43,49 €	14,50 €	57,99 €
1301 - Fourniture et mise en œuvre barrière anti-MES	47 849,00 €	2 870,93 €	430,64 €	143,55 €	574,19 €
1302 - Suivi des herbiers et de la barrière anti-MES	112 786,28 €	825,00 €	123,75 €	41,25 €	165,00 €
1303 - Suivi de la qualité des eaux	74 714,90 €	546,49 €	81,97 €	27,32 €	109,30 €
4101 - Dragage et déroctage à -1,75NGF pour bassin et passe d'entrée	184 338,50 €	108 720,99 €	16 308,15 €		16 308,15 €
7204 - Fourniture et pose de chambre de tirage L1T	456,00 €	456,00 €		456,00 €	456,00 €
7206 - Chambre de	571,00 €	571,00 €		571,00 €	571,00 €

tirage L1C (yc sciage, démolition, refecton)					
9101 - Habillage en acier coffret technique sur espace public 4 faces	2 660,00 €	2 660,00 €		2 660,00 €	2 660,00 €
9104 - Bande podotactile d'éveil à la vigilance largeur 0,60cm	2 527,00 €	2 527,00 €		2 527,00 €	2 527,00 €
		TOTAL HT	63 658,86 €	21 997,57 €	85 656,43 €
		TOTAL TTC	76 390,64 €	26 397,09 €	102 787,73 €

MONTANT INDEMNITE FORFAITAIRE PROTOCOLE : 1 623 231,02 € => Part TPM 18% = 292 181,58 €

MONTANT TOTAL DÛ PAR LA METROPOLE TPM : 102 787,73 € (TRAVAUX) + 292 181,58 € (INDEMNITE) = 394 969,31 €

LE 26/01/2024


Jean-Sébastien VIALATTE
 Député Honoraire
 Maire de Six-Fours-les-Plages
 Vice-Président de la Métropole
 Toulon Provence Méditerranée

